



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Bourgogne

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2025 - 31/12/2025
Version	2025.0
Statut - Nœud actuel	Ouvert - Région Bourgogne
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP026
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Bourgogne
Période de programmation	2014 - 2022
Version	12.0
Numéro de la décision	C(2025)3571
Date de la décision	27/05/2025
Autorité de gestion	Conseil régional de Bourgogne
Organisme de coordination	Agence de services et de paiement, Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	17
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	27
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	28
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	28
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	31
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	32
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	32
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	32
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	34
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.....	35
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	36
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).....	36
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	37
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES.....	38
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	38
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	44
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	46
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	46
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	46
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	46
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	46

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	48
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	49
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME	50
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013.....	51
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	53
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013].....	54
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES	55
Annexe II	56
Documents	69

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2025			0,77	82,55	0,93
	2014-2024			0,55	58,96	
	2014-2023			0,48	51,46	
	2014-2022			0,34	36,45	
	2014-2021			0,25	26,80	
	2014-2020			0,26	27,87	
	2014-2019			0,13	13,94	
	2014-2018			0,06	6,43	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2025			55,00	161,76	34,00
	2014-2024			43,00	126,47	
	2014-2023			25,00	73,53	
	2014-2022			22,00	64,71	
	2014-2021			21,00	61,76	
	2014-2020			18,00	52,94	
	2014-2019			14,00	41,18	
	2014-2018			9,00	26,47	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2025			4 471,00	47,44	9 424,00
	2014-2024			4 111,00	43,62	
	2014-2023			3 772,00	40,03	
	2014-2022			2 426,00	25,74	
	2014-2021					
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2025	25,49	97,24	25,49	97,24	26,21
		2014-2024	26,90	102,62	22,42	85,53	
		2014-2023	26,96	102,85	18,79	71,68	
		2014-2022	26,67	101,75	17,69	67,49	
		2014-2021	21,36	81,49	13,96	53,26	
		2014-2020	19,12	72,94	10,69	40,78	
		2014-2019	14,01	53,45	8,49	32,39	
		2014-2018	12,08	46,08	6,05	23,08	
		2014-2017	9,36	35,71	2,88	10,99	
		2014-2016	4,72	18,01	0,84	3,20	
		2014-2015	3,46	13,20	0,35	1,34	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	2 262 836,80	71,75	2 244 858,21	71,18	3 153 777,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 121 961,54	95,64	1 030 410,13	87,83	1 173 136,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	124 102 643,96	94,07	123 402 900,82	93,54	131 920 355,17
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	5 077 351,48	90,83	5 020 014,73	89,80	5 590 000,00
M23	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	18 769 450,00	87,75			21 390 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	151 334 243,78	92,71	131 698 183,89	80,68	163 227 268,17

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2025	14,40	156,55	14,40	156,55	9,20
		2014-2024	14,47	157,31	7,59	82,52	
		2014-2023	13,49	146,66	6,26	68,06	
		2014-2022	12,91	140,35	6,12	66,53	
		2014-2021	11,41	124,05	4,91	53,38	
		2014-2020	10,39	112,96	3,47	37,72	
		2014-2019	9,14	99,37	1,82	19,79	
		2014-2018	9,02	98,06	1,69	18,37	
		2014-2017	5,97	64,90	1,31	14,24	
		2014-2016	4,74	51,53	1,28	13,92	
		2014-2015	2,05	22,29	1,00	10,87	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	69 026 487,51	97,79	67 944 471,36	96,26	70 586 290,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	69 026 487,51	97,79	67 944 471,36	96,26	70 586 290,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
Montant des investissements bénéficiant d'une aide à la transformation / commercialisation à la ferme et d'une aide aux investissements dans les IAA (euros)		2014-2025			67 457 740,46	72,14	93 503 634,00
		2014-2024			44 682 861,86	47,79	
		2014-2023			34 686 220,08	37,10	
		2014-2022			22 340 015,53	23,89	
		2014-2021			14 501 714,83	15,51	
		2014-2020			11 223 590,12	12,00	
		2014-2019			5 004 464,05	5,35	
		2014-2018			4 978 739,79	5,32	
		2014-2017			1 256 673,21	1,34	
		2014-2016					
		2014-2015			77 716,00	0,08	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	28 802 862,55	89,13	28 132 960,70	87,05	32 316 939,83
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	28 802 862,55	89,13	28 132 960,70	87,05	32 316 939,83

Priorité P4						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
	2014-2024			0,03	150,68	
	2014-2023			0,02	100,46	
	2014-2022			0,01	50,23	
	2014-2021			0,01	50,23	
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
	2014-2024			0,03	150,68	
	2014-2023			0,02	100,46	
	2014-2022			0,01	50,23	
	2014-2021			0,01	50,23	
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
	2014-2024			0,03	150,68	
	2014-2023			0,02	100,46	

	2014-2022			0,01	50,23	
	2014-2021			0,01	50,23	
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2025			3,13	150,84	2,08
	2014-2024			3,10	149,39	
	2014-2023			3,06	147,46	
	2014-2022			2,90	139,75	
	2014-2021			2,53	121,92	
	2014-2020			1,84	88,67	
	2014-2019			1,82	87,71	
	2014-2018			1,08	52,05	
	2014-2017			0,74	35,66	
	2014-2016			0,84	40,48	
	2014-2015			0,84	40,48	
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2025			3,61	86,16	4,19
	2014-2024			3,59	85,68	
	2014-2023			3,55	84,72	
	2014-2022			3,38	80,67	
	2014-2021			3,00	71,60	
	2014-2020			2,20	52,51	
	2014-2019			2,15	51,31	
	2014-2018			1,35	32,22	

		2014-2017			0,88	21,00	
		2014-2016			0,74	17,66	
		2014-2015			0,74	17,66	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2025			11,62	241,41	4,81
		2014-2024			11,58	240,57	
		2014-2023			11,54	239,74	
		2014-2022			11,27	234,13	
		2014-2021			10,08	209,41	
		2014-2020			9,03	187,60	
		2014-2019			8,73	181,37	
		2014-2018			7,69	159,76	
		2014-2017			6,23	129,43	
		2014-2016			0,84	17,45	
		2014-2015			19,58	406,77	
Nombre de contrats Natura 2000 forestiers signés (sous-mesure 7.6) (nombre de contrats)		2014-2025					50,00
		2014-2024					
		2014-2023					
		2014-2022					
		2014-2021					
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	7 799 736,86	81,39	7 462 156,60	77,87	9 583 186,79
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	12 926 170,11	88,85	12 620 592,48	86,75	14 547 593,92

M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	134 611 345,46	98,95	130 594 844,15	96,00	136 041 366,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	159 306 765,35	133,50	159 306 765,35	133,50	119 334 064,67
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025					26 667,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	496 100 074,77	99,98	496 100 074,77	99,98	496 208 086,67
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	810 744 092,55	104,51	806 084 433,35	103,91	775 740 965,05

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2025	48 185 936,64	66,13	48 185 936,64	66,13	72 867 984,00
		2014-2024	51 669 334,27	70,91	44 633 165,10	61,25	
		2014-2023	53 360 633,81	73,23	38 709 917,53	53,12	
		2014-2022	50 319 281,30	69,06	34 659 358,04	47,56	
		2014-2021	43 443 768,64	59,62	29 254 500,97	40,15	
		2014-2020	39 184 879,77	53,78	23 061 976,08	31,65	
		2014-2019	25 628 190,15	35,17	20 533 344,10	28,18	
		2014-2018	22 471 057,58	30,84	15 956 812,56	21,90	
		2014-2017	17 826 604,11	24,46	6 938 100,39	9,52	
		2014-2016	15 002 776,62	20,59	1 606 791,93	2,21	
		2014-2015	4 506 352,72	6,18	999 919,39	1,37	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	16 293 396,33	82,59	16 291 734,10	82,58	19 727 282,06
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	4 976 508,17	93,38	4 966 745,97	93,20	5 329 394,34
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	578 899,98	85,29	577 183,73	85,04	678 750,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	21 848 804,48	84,90	21 835 663,80	84,85	25 735 426,40

Domaine prioritaire 5D						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
Nombre de projets de méthanisation (sous-mesure 6.4) (Nombre de projets)	2014-2025					12,00
	2014-2024					
	2014-2023					
	2014-2022					
	2014-2021					
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2025			6,00	100,00	6,00
		2014-2024			5,00	83,33	
		2014-2023			5,00	83,33	
		2014-2022			2,00	33,33	
		2014-2021			2,00	33,33	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	532 911,30	58,81	340 957,91	37,63	906 162,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 194 046,51	84,96	1 005 648,15	71,56	1 405 405,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 726 957,81	74,71	1 346 606,06	58,26	2 311 567,00

Domaine prioritaire 6B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			52,00	130,00	40,00
	2014-2024			47,00	117,50	
	2014-2023			21,00	52,50	
	2014-2022			6,60	16,50	
	2014-2021			3,00	7,50	
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			51,44	80,88	63,60
	2014-2024			46,65	73,35	
	2014-2023			13,33	20,96	
	2014-2022			7,95	12,50	
	2014-2021			3,41	5,36	
	2014-2020			3,08	4,84	
	2014-2019			2,97	4,67	
	2014-2018			2,97	4,67	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			62,78	115,72	54,25
	2014-2024			62,78	115,72	
	2014-2023			62,78	115,72	

		2014-2022			62,78	115,72	
		2014-2021			62,78	115,72	
		2014-2020			62,78	115,72	
		2014-2019			62,78	115,72	
		2014-2018			62,78	115,72	
		2014-2017			62,78	115,72	
		2014-2016			62,78	115,72	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	27 536 949,08	100,04	25 400 244,72	92,28	27 525 792,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	283 672,24	61,72	281 683,24	61,28	459 637,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	85 322 836,53	174,65	76 541 141,83	156,67	48 854 422,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	113 143 457,85	147,25	102 223 069,79	133,03	76 839 851,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Commentaires sur les données présentées dans les tableaux du 1.a :

Le rapport annuel financier 2025 (table 1.2) montre que ce sont 66 099 986,85 euros de dépenses publiques qui ont été payés au titre du solde et des acomptes relatifs à l'ensemble des mesures. Sur ce total de dépenses publiques, ce sont 58 048 871,08 euros de FEADER qui ont été appelés en 2025.

Depuis le début de la programmation et toutes mesures confondues jusqu'au 31/12/2025 (table 1.3), ce sont 1 079 235 945,96 euros de dépenses publiques qui ont été payées au titre du solde et des acomptes. Sur ce total ce sont 777 245 072,36 euros de FEADER qui ont été appelés.

Commentaires sur les données présentées dans les tableaux du 1.b :

Pour l'ensemble des priorités du programme, la méthode de comptage retenue concerne les dossiers soldés au 31/12/2025.

PRIORITE 1 : Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation

Domaines prioritaires 1a, 1b, 1c :

Mesure 1 :

En 2025, 59 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation. Les paiements en 2025 s'élèvent à 182 328,78 euros, soit 2 244 858,21 euros depuis le début de la programmation.

Mesure 2 :

La seule opération de cette mesure (2.1.1 Services de conseil en agriculture et filière forêt-bois) n'a pas fait l'objet d'engagement ni de paiement en 2025 car le TO n'est plus financé avec du FEADER depuis 2019. 11 dossiers ont été financés depuis le début de la programmation pour un montant total de dépenses publiques de 1 030 410,13 euros.

Mesure 16 :

Le montant engagé depuis le début de la programmation s'élève à 5 939 923,70 euros de dépenses

publiques, soit un désengagement de 535 554,68 euros. Le montant réalisé est de 5 878 881,70 euros de dépenses publiques.

Eléments d'analyse des indicateurs cible du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

- 1. L'indicateur T1 relatif au domaine prioritaire 1a atteint la valeur de 0,77 % pour un objectif cible 2025 de 0,93 % à atteindre.*
- 2. L'indicateur T2 relatif au domaine prioritaire 1b enregistre 55 opérations de coopération soutenues entre 2014 et 2025 pour un objectif cible 2025 de 34 opérations de coopérations.*
- 3. L'indicateur T3 renseigne ainsi que 4471 personnes ont été formées depuis le début de la programmation sur un objectif de 9 424 personnes.*

PRIORITE 2 : renforcer la compétitivité de tous les types d'agriculture et améliorer la viabilité des exploitations

La bonne dynamique de paiement repose sur les mesures en faveur des bâtiments d'élevage et du soutien à l'installation des jeunes agriculteurs. Près de 95% des crédits payés sur la priorité 2 relèvent de ces mesures.

En 2025, la mesure 23, en faveur d'un soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs touchés par des catastrophes naturelles a été activée.

Domaine prioritaire 2A

Pour les commentaires relatifs aux mesures 1, 2 et 16 voir les éléments détaillés au titre de la priorité 1.

Mesure 4 :

En 2025, la mesure 4 a fait l'objet de désengagements à hauteur de 7 304 007,89 euros et le montant payé sur cette même année est de 13 523 613,68 euros.

La mesure 4 sur ce domaine prioritaire mobilise les deux opérations suivantes :

- 4.1.1 Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles modernisation classique, Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles
- 4.1.2 Investissements dans les équipements productifs dans les exploitations agricoles (PVE, AB et

CUMA)

Mesure 16 :

En 2025, la mesure 16 sur les TO 16.1.1, 16.2.1 a fait l'objet de désengagements à hauteur de 535 554,68 euros et ce sont 2 392 687,35 euros de dépenses publiques qui ont été payées en 2025.

Mesure 23 :

En 2025, la mesure 23 a été activée. Ce sont 1 141 dossiers qui ont été engagés pour un montant de 18 769 450 € (entièrement financés par le FEADER), et chacun d'entre deux a été intégralement payés.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 2A montrent que :

- 80.47% de la dépense publique dédiée à ce domaine prioritaire a été payé.*
- on observe une augmentation continue de l'indicateur T4, il atteint en 2025 la valeur de 25,49 % de réalisation pour une cible 2025 à 26,21 %, soit 96,9 % de la cible.*

Domaine prioritaire 2B

Mesure 6 :

En 2025, ce sont 2 599 521,21 euros de dépenses publiques qui ont été engagées au titre de la mesure 6 qui comprend pour ce domaine prioritaire les deux opérations suivantes :

- 6.1.1 Aide au démarrage des JA - (Dotation jeunes agriculteurs)
- 6.1.2 Aide au démarrage des JA - (Prêts bonifiés)

Depuis le début de la programmation ce sont 67 944 471,36 euros de dépenses publiques qui ont été payées, représentant 2 927 dossiers.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 2B montrent :

- *un taux d'engagement de 97,79 % des dépenses publiques prévues pour 2025 avec une réalisation de 96.26 %.*

L'indicateur cible T5 dépasse sa cible puisque le PDR a soutenu 9.61 % d'exploitations portées par des JA pour un objectif de 9.20%

PRIORITE 3 : Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion du risque en agriculture

Le taux de paiement atteint 87 % des crédits maquetés, soit un taux qui a fortement progressé au regard des données de l'année précédente (53%).

Domaine prioritaire 3A

Mesure 4 :

En 2025, ce sont 2 336 222,45 euros de dépenses publiques qui ont été désengagées au titre des opérations : 4.2.2 Investissements dans la transformation et commercialisation dans les exploitations agricoles et 4.2.1 Investissements dans les IAA.

Depuis le début de la programmation, 28 132 960,70 euros de dépenses publiques ont été payés, soit 396 dossiers.

Les paiements ont fortement augmenté sur ces deux dispositifs en 2025 avec une hausse du taux de paiement de plus de 34 points entre les exercices 2024 et 2025.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 3A montrent que :

- *Le niveau de paiement atteint 87 % de la dépense publique totale prévue pour 2025. La forte hausse du niveau de paiement est liée au fait que les dossiers relatifs aux industries agroalimentaires sont complexes et soumis aux aléas de la vie économique des entreprises. Il faut donc du temps pour solder ces dossiers.*
- *L'indicateur cible relatif au montant des investissements bénéficiant d'une aide à la transformation/commercialisation à la ferme et d'une aide aux investissements dans les IAA poursuit son évolution pour dorénavant s'établir à 67 457 740,46 euros depuis le début de la programmation, soit 72,14 % de la valeur cible à atteindre en 2025.*

PRIORITE 4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

La priorité 4 a atteint les objectifs fixés avec un taux de paiement de près de 104 %.

Mesure 4 :

En 2025, ce sont 1 233 056,14 euros de dépenses publiques qui ont été payées au titre de la mesure 4 pour cette priorité. Depuis le début de la programmation, ce sont 248 dossiers qui ont été engagés sur les dispositifs suivants :

- 4.1.3 Investissements pour la réalisation d'aires de remplissage et de lavage des pulvérisateurs
- 4.3.1 Investissements dans les infrastructures en faveur de la préservation de la qualité de l'eau
- 4.4.1 Investissements non productifs en faveur de l'environnement

Mesure 7 :

En 2025, ce sont 1 861 375,07 euros de dépenses publiques qui ont été payées au titre de la mesure 7 pour cette priorité. Depuis le début de la programmation, ce sont 409 dossiers qui ont été payés. Ils correspondent aux opérations suivantes :

- 7.1.1 Elaboration et révision de documents d'objectifs Natura 2000
- 7.6.1 Animation des sites Natura 2000
- 7.6.2 Contrats en milieux non agricoles et non-forestiers, Contrats forestiers
- 7.6.4 Lutte contre la prédation

Mesure 10 :

En 2025, le montant payé sur les MAEC est de 684 5589,76 euros de dépenses publiques. Le taux d'engagement a quant à lui augmenté de 4,47 points.

Mesure 11 :

En 2025, le montant payé sur la mesure 11 s'élève à 9 326 936,20 euros. Ainsi le taux de réalisation s'élève en 2025 à 133,50 %.

Mesure 12 :

Les opérations 12.1.1 Paiements au titre de Natura 2000 en zone agricole et 12.3.1 Paiement DCE dans les

zones agricoles répondent à des enjeux environnementaux spécifiques. Pour être déployées, la parution d'un décret est nécessaire. En 2025, la mobilisation de ces opérations n'a pas été nécessaire.

Mesure 13 :

Les engagements et paiements au titre de l'ICHN sont stables depuis 2023. Le taux d'engagement seulement s'établit à 99.98% des crédits maquetés. Le taux de paiement est identique au taux d'engagement.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées au titre de la priorité 4 montrent que :

- *Tous les indicateurs T dépassent la cible fixée hormis l'indicateur T10 relatif aux terres agricoles sous contrat de gestion. En effet, 86.16 % de l'objectif est atteint.*
- *la priorité 4 représente plus de 805 millions d'euros de paiements.*

PRIORITE 5 : Favoriser l'utilisation efficace des ressources et la transition vers une économie à faible intensité carbonique dans les secteurs de l'agriculture, l'alimentation et la sylviculture.

La priorité 5 enregistre un taux d'engagement de 84,90 % et 84,73 % des crédits maquetés sont payés soit une progression de près de 14 points par rapport à l'exercice précédent.

Domaine prioritaire 5C

Mesure 4 :

Depuis le début de la programmation, 16 291 734,10 euros ont été payés sur l'opération 4.3.2 Investissements dans les dessertes forestières et voies stratégiques d'accès aux massifs forestiers, soit 369 dossiers depuis le début de la programmation. Le montant payé a fortement progressé avec une hausse de plus de 14 points depuis l'exercice précédent.

Mesure 8 :

Depuis le début de la programmation, le montant payé atteint les 4 966 745,97 euros, soit 93.2 % de la maquette.

Mesure 16 :

L'opération 16.7.1 Stratégies locales de développement forestier voit son taux de paiement qui continue de

progresser (85 %) en 2025. 19 projets ont été soutenus depuis le début de la programmation.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées au titre du domaine prioritaire 5C montrent que l'indicateur T 16 atteint 66,13 % de sa valeur cible 2025 (contre 61,25% en 2024) en réalisation.

PRIORITE 6 : Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.

Domaine prioritaire 6A

Mesure 6 :

En 2025, le montant payé atteint 340 957,91 euros.

Mesure 7 :

Depuis le début de la programmation 1 005 648,15 euros de dépenses publiques ont été payées au titre de l'opération 7.5.3 « Office service tourists activité éco tourisme ». Le montant payé a fortement progressé avec une hausse de plus de 22 points par rapport à l'année précédente.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 6A montrent que :

- *Le niveau de paiement de 52,59 % de cette valeur cible.*
- *L'indicateur T20 enregistre 6 créations d'emploi pour ces premières réalisations.*

Domaine prioritaire 6B

Mesure 7 :

Depuis le début de la programmation, ce sont 25 400 244,72 euros qui ont été payés au titre de cette mesure. On note une forte évolution du taux de paiement avec une hausse de près de 26 points en 2025.

Mesure 16 :

En 2025, Aucune évolution n'est observée sur les opérations 16.07.02, "Soutien à la constitution et à l'animation d'un réseau d'accueil régional" et 16.07.5, "Soutien aux actions de coopération et de promotion, d'ingénierie et de formation touristique".

Mesure 19 :

Depuis le début de la programmation 76 541 141,83 euros de dépenses publiques ont été payés au titre de cette mesure. Le volume de paiement a connu une croissance de 22 points en 2025.

Eléments d'analyse du tableau 1b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 6B montrent que :

- 2. L'indicateur cible T21 atteint la valeur de 62.78 % au lieu des 54.25% estimé pour 2025. Cela correspond à une sous-estimation de la population concernée par les GAL. En effet, à ce jour et au stade de la sélection des GAL, ce sont 1 033 805 habitants qui sont concernés. La valeur cible du PDR est de 893 333 habitants, celle-ci a donc été sous-estimée au départ.*
- 3. L'indicateur cible T22 concernant les populations bénéficiant de meilleurs services s'élève à 51,44 %. Ce taux représente 80,88 % de la valeur cible.*
- 4. L'indicateur cible T23 enregistre la création de 52 emplois depuis le début de la programmation. La valeur cible (40 emplois) est donc dépassée.*

Justifications des erreurs constatées avant envoi :

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T2: Total number of cooperation operations supported under the cooperation measure (Article 35 of Regulation (EU) No 1305/2013) (groups, networks/clusters, pilot projects...) (focus area 1B)» (= 55.00) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 34.00). Taux de réalisation: (= 162 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T5: percentage of agricultural holdings with RDP supported business development plan/investments for young farmers (focus area 2B)» (= 14.40) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2025. (= 9.20). Taux de réalisation: (= 157 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T8: percentage of forest/other wooded area under management contracts supporting biodiversity (focus area 4A)» (= 0.05) indiqué à la section 11, tableau D,

dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 0.02). Taux de réalisation: (= 250 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T9: percentage of agricultural land under management contracts supporting biodiversity and/or landscapes (focus area 4A)» (= 11.62) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 4.81). Taux de réalisation: (= 242 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T11: percentage of forestry land under management contracts to improve water management (focus area 4B)» (= 0.05) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 0.02). Taux de réalisation: (= 250 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T12: percentage of agricultural land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)» (= 3.13) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 2.08). Taux de réalisation: (= 150 %). **Cela est dû au dépassement de la surface en bio initialement fixée pour l'atteinte de cette valeur.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T13: percentage of forestry land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)» (= 0.05) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 0.02). Taux de réalisation: (= 250 %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T19: percentage of agricultural and forest land under management contracts contributing to carbon sequestration and conservation (focus area 5E)» (= 0.02) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2025. (= 0.00). Taux de réalisation: (= %). **La cible a été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T21: percentage of rural population covered by local development strategies (focus area 6B)» (= 62.78) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 54.25). Taux de réalisation: (= 116 %). **Cela correspond à une sous-estimation de la population concernée par les GAL. En effet, à ce jour, et au stade de la sélection des GAL, ce sont 1 033 805 habitants qui sont concernés. La valeur cible du PDR est de 893 333 habitants, celle-ci a donc été sous-estimée au départ.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08_D115_P5_5C) et les

dimensions «Actions/operations supported by grants», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08_D115) et les dimensions «Actions/operations supported by grants», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08_D117_P5_5C) et les dimensions «Total public expenditure of operations supported by grants», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08_D117) et les dimensions «Total public expenditure of operations supported by grants», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08_M08.6_P5_5C) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08_M08.6_P5_5C) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O4 avec le code (=

TABLE_C2_1_O4_M06_M06.1_M06.2_M06.3_M06.4_M06.5_D049_P2_2B) et les dimensions «Other non individuals», la valeur de la réalisation (= 704.00) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 1,243.00) figurant dans le RAMO 2024. **Erreur rappel des anciens RAMOS pour correction.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08_M08.6) et les dimensions

«», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08_M08.6) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08_P5_5C) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O1 avec le code (= TABLE_B1_O1_M08) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 4,966,745.97) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 5,046,707.45) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08_P5_5C) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

Avertissement 290 : Pour l'indicateur O2 avec le code (= TABLE_B1_O2_M08) et les dimensions «», la valeur de la réalisation (= 25,107,689.89) (données cumulées) indiquée à la section 11 est inférieure à la valeur (= 25,147,109.43) figurant dans le RAMO 2024. **Déprogrammation totale de deux dossiers en 2025.**

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

--

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

--

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

--

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

L'article 78 du règlement (UE) n°1305/2013 oblige les États membres à réaliser une évaluation ex post pour chacun de leurs programmes de développement rural (PDR) pour la période 2014/2022. Il s'agit de la dernière évaluation.

L'évaluation des deux Programmes de Développement Rural (PDR) de Bourgogne et de Franche-Comté, financés par le FEADER, vise à analyser les progrès accomplis ainsi qu'à mesurer les résultats et les impacts des mesures mises en œuvre.

L'ensemble du processus s'est déroulé selon un calendrier structuré, depuis la publication du marché jusqu'aux premières réunions de cadrage et de pilotage permettant d'assurer la cohérence et la continuité des travaux.

La **publication du marché le 4 septembre 2025** a constitué la première étape formelle du lancement de l'évaluation. Cette publication a permis d'ouvrir la procédure de consultation et de rendre accessible le cahier des charges aux candidats potentiels. Trois candidats ont présenté une offre : le groupement TERITEO–CERESCO–BOREAL, BRL Ingénierie–Technopolis Group, ainsi qu'OREADE-BRECHE.

La **Commission d'Appel d'Offres (CAO) s'est réunie le 2 octobre 2025** afin d'examiner les offres reçues, d'évaluer leur conformité et de sélectionner le prestataire le plus à même de répondre aux exigences méthodologiques et opérationnelles du projet. À l'issue de cette procédure, le marché a été attribué à TERITEO–CERESCO–BOREAL, prestataire retenu, et la **notification officielle du marché est intervenue le 20 octobre 2025**, permettant ainsi d'engager formellement les travaux.

La **réunion de cadrage du 13 novembre 2025** a constitué une étape déterminante dans la mise en œuvre du plan d'évaluation.

À cette occasion, la **note de cadrage** a été présentée, discutée et validée. Ce document fondateur a permis de préciser :

- **Les objectifs et enjeux de la démarche**, notamment l'analyse de la mise en œuvre du programme, l'appréciation de son efficacité et l'identification de pistes d'amélioration.
- **Les attentes clés du commanditaire**, portant sur la robustesse méthodologique, la qualité des analyses, la capacité à produire des livrables exploitables et la mise en place d'un dialogue régulier avec les services.
- **La présentation de l'équipe mobilisée**, incluant les experts de Téritéo et les interlocuteurs régionaux, ainsi que la répartition des rôles et responsabilités.
- **Le déroulé de la méthode et le calendrier**, détaillant les phases successives de l'évaluation (collecte, analyse, restitution), les outils mobilisés, les points d'étape prévus et les échéances clés.

- **Le cadrage et les premiers travaux**, notamment l'identification des sources de données disponibles et les besoins complémentaires à anticiper.

Cette note de cadrage a ainsi servi de référence commune pour l'ensemble des acteurs impliqués et a permis de sécuriser les conditions de mise en œuvre de l'évaluation.

La réunion de lancement de l'étude avec les pilotes des différents dispositifs, le 9 décembre 2025, a marqué l'entrée dans la phase opérationnelle. Les pilotes ont pu présenter les spécificités de leurs périmètres, partager les contraintes organisationnelles et valider les modalités de collecte, de traitement et d'analyse des données. Cette étape a également permis d'identifier les premiers risques potentiels, notamment en matière de disponibilité des données et de mobilisation des parties prenantes.

Le Comité technique d'évaluation du 8 janvier 2026 a permis de réaliser un premier point d'étape sur l'avancement des travaux. Ont participé à cette réunion les différentes directions de la Région Bourgogne-Franche-Comté impliquées dans l'instruction des dossiers FEADER, à savoir :

- la Direction de l'Aménagement du Territoire,
- la Direction de l'Environnement,
- la Direction de l'Évaluation et de la Performance.

Les échanges ont porté sur la structuration du protocole d'évaluation, la qualité des premières données collectées, les ajustements méthodologiques nécessaires et les modalités de suivi à mettre en place pour garantir la robustesse et la fiabilité de l'étude. Ce comité a joué un rôle central dans la coordination entre les différents acteurs et dans la validation des orientations techniques.

Enfin, conformément au calendrier réglementaire, **le document final doit être remis le 31 décembre 2026**. Un retroplanning a été mis en place pour tenir cette échéance.

Difficultés rencontrées et solutions apportées

Plusieurs difficultés ont été identifiées au cours de l'évaluation ex-post :

- **Disponibilité hétérogène des données** : il est prévu de réaliser un questionnaire ou des focus group auprès des bénéficiaires pour compléter certaines analyses.
- **Ajustements méthodologiques nécessaires** : certaines contraintes techniques identifiées lors des premières analyses ont nécessité des adaptations du protocole d'évaluation.

--

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

--

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Veillez résumer les conclusions des évaluations réalisées en 2020, par objectif de la PAC (ou, le cas échéant, par priorité du PDR).

Veillez à rendre compte des effets/impacts positifs ou négatifs (éléments de preuve à l'appui). N'oubliez pas de mentionner la source des conclusions.

--

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

1. Organisation de l'autorité de gestion

Au 1er janvier 2016, les régions Bourgogne et Franche-Comté ont fusionné pour former la région Bourgogne-Franche-Comté.

Les 2 PDR 2014-2022 sont menés jusqu'à leur terme sans fusion. Ces 2 programmes comportent des points communs dans leur structuration et les mesures proposées compte-tenu du très fort cadrage communautaire relatif au FEADER, du cadrage national imposé à toutes les AG (mesures surfaciques notamment). Certains dispositifs ne se retrouvent toutefois pas dans les 2 PDR et la priorité 6 n'a pas été conçue de la même manière avec des dispositifs différents.

Cependant, une cohérence a été progressivement instaurée dans la mise en œuvre des programmes, notamment pour :

- mettre en adéquation, lorsque cela est possible et sans impacter le chantier relatif à l'instrumentation, ce que peuvent financer des dispositifs présents dans les 2 PDR,
- prévoir des contenus et des calendriers similaires pour les appels à projets de dispositifs « miroirs »,
- harmoniser progressivement les procédures mises en place, qu'il s'agisse de règles d'instruction, de procédure de programmation, de critères de sélection...
- prévoir des comités de pilotage des dispositifs à l'échelle grande région (CRAEC, CRIT...)

En 2021, l'harmonisation entre les 2 PDR s'est poursuivie, notamment sur :

- L'intégration du plan de relance aux PDR par un fléchage des crédits EURI sur les dispositifs miroirs.
- L'harmonisation des taux d'aide publique des dispositifs du PCAE et des IAA.

En raison des spécificités du FEADER, il a été créé au sein de la Direction Europe et Rayonnement International un unique service dédié au pilotage et à la gestion de 2 PDR.

Compte-tenu des choix d'organisation retenus à l'échelle de la région pour la gestion des PDR, la principale mission du service PSN-PDR est une mission de coordination de la mise en œuvre des programmes vis-à-vis des services instructeurs, de la DRAAF, des directions opérationnelles de la région et des partenaires. Les missions sont de 3 types :

a. Pilotage général des programmes de développement rural de Bourgogne et de Franche-Comté :

- Relation avec la DG Agri, le MASA, l'ASP ;
- Modifications des programmes ;
- Suivi maquettes / avancement de la programmation du FEADER et du cadre de performance ;
- Suivi / indicateurs / plan d'évaluation des PDR ;
- Rapports annuels de mise en œuvre des PDR ;
- Gouvernance des PDR : contribution au comité de suivi plurifonds, comités de suivi spécifiques FEADER, comités Etat-Région FEADER, comité de pilotage Région-DRAAF-ASP, réunion de

gouvernance agricole, comité des financeurs ;

- Coordination des systèmes d'information : ISIS et OSIRIS, réunion de coordination HSIGC ;
- Contribution à la stratégie de communication et d'animation des FESI ;
- Préparation et mise en œuvre de la stratégie post 2020 FEADER/PAC ;

b. Pilotage de la mise en œuvre des dispositifs des PDR en lien avec les directions opérationnelles :

- Formalisation des règles d'attribution du FEADER : définition des critères de sélection des projets, préparation des appels à projets ;
- Comités de pilotage des dispositifs, animation du partenariat avec l'Etat, l'ASP et les cofinanceurs, communication sur les dispositifs ;
- Réunions techniques des dispositifs ;
- Animation de la fabrique à projets ;
- Elaboration des outils de gestion propres à chaque dispositif : formulaires et leurs notices, paramétrage des outils OSIRIS et ISIS, élaboration du manuel de procédures ;

c. Gestion/instruction des dossiers FEADER :

- Contribution aux comités de programmation plurifonds et comités de programmation spécifiques FEADER ;
- Documents descriptifs de mise en œuvre et documents-types FEADER ;
- Animation/accompagnement des porteurs de projets / instruction / suivi / CSF / paiement / solde des dossiers FEADER pour les dispositifs du PDR Bourgogne Instruits par le service PSN-PDR ;
- Instruction/formation et accompagnement des instructeurs au sein des services de la région et de l'Etat ; réunions d'échange de pratiques entre instructeurs ;
- Suivi des contrôles.

d. Organisation de l'autorité de gestion

Le service PSN-PDR incarne l'autorité de gestion au sein de l'administration régionale et s'appuie sur les directions opérationnelles (Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), direction de l'aménagement du territoire (DAT),...) pour l'instruction et la mise en œuvre des dispositifs des PDR selon leur domaine de compétence respectif. Les chiffres ci-dessous sont à l'échelle Bourgogne-Franche-Comté, puisque depuis la fusion les personnels de la région travaillent sur les deux programmes.

Le service PSN-PDR est composé de 26 personnes au total. En 2017 et 2018, le service s'est renforcé de 3 personnes pour assurer le pilotage général du programme par PDR, pour assurer le déploiement et la mise à jour des différents outils OSIRIS, et enfin pour renforcer les capacités d'instruction avec un poste supplémentaire. En 2019, une personne supplémentaire a été recrutée pour des missions relatives aux systèmes d'information. Puis, le service PSN-PDR s'est davantage renforcé en 2020 et 2021, notamment sur l'instruction des dossiers. En 2022, 9 postes supplémentaires ont été créés pour absorber la fin de gestion des PDR et préparer la future programmation.

Le transfert de la compétence de gestion du FEADER non-surfacique aux Régions est officiellement entré en vigueur au 1er janvier 2023. Cette nouvelle compétence attribuée au Conseil régional a conduit l'exécutif régional à revoir l'organisation des services. La réorganisation des services a également touché le Service PSN-PDR avec la création de deux cellules, la première étant dédiée à l'Autorité de gestion et la seconde

étant dédiée à l’instruction.

En 2018, à l’approche de l’examen de performance, il est apparu que le service FEADER territorial au sein de la DATN qui instruit les dossiers de la priorité 6 était en difficulté pour instruire l’ensemble des dossiers reçus. En 2018, ce sont donc 6 postes supplémentaires qui ont été créés afin d’accélérer le rythme d’instruction et de paiement sur le développement local. En 2019, 2 nouveaux postes supplémentaires ont été créés. Le renforcement du service FEADER territorial s’est poursuivi en 2020 avec la création de 6 nouveaux postes dont les recrutements ont été réalisés en 2021. Cette direction n’a pas été impactée par la réorganisation des services au 1er janvier 2023.

Enfin, au sein de la DAF ce sont 13 personnes qui assurent l’animation et l’instruction des dispositifs dont ils ont la charge. En 2018, un poste supplémentaire a été créé afin d’assurer un appui transversal aux chargés de mission et une mise en œuvre cohérente de l’animation et de l’instruction des dispositifs. La personne recrutée a pris effectivement ses fonctions en 2019. La DAF a été la Direction la plus impactée par la réorganisation des services pour accueillir la gestion des dossiers FEADER auparavant traité par les DDT. A ce titre, ce sont 2 nouveaux services et 55 nouveaux postes qui ont été créés. Ces postes visent à la fois à traiter les demandes de paiement de la programmation 2014-2022 et les demandes d’aide de la programmation 2023-2027. En complément, en 2024, de nouveaux postes ont été créés, portant le nombre total d’agents dédiés au FEADER à la DAF à 62.

A noter que la Direction de l’environnement a aussi été impactée par le transfert de compétence puisqu’elle a désormais la gestion d’une partie des dossiers FEADER (TO 4.4.1 et Natura 2000). Un nouveau service et 10 postes ont été créés.

A l’échelle de la collectivité, ce sont 77 nouveaux postes qui ont été créés pour accueillir ce transfert. Le nombre total d’ETP dédiés au FEADER s’élève désormais à 152.

L’année 2023 a donc été très fortement marquée par le transfert de compétences et par ses conséquences organisationnelles. Par ailleurs, dès 2023 a débuté une période de chevauchement des aides avec la gestion simultanée de la fin de la programmation 2014-2022 afin d’assurer le paiement des aides d’ici au 31/12/2025 et l’ouverture de la programmation 2023-2027.

Concernant l’année 2024, la région Bourgogne-Franche-Comté a poursuivi les efforts en matière de paiement tout en renforçant la dynamique de lancement de la nouvelle programmation. Le contexte politique a été agité avec des manifestations d’agriculteurs à plusieurs reprises portant sur des revendications dont le ressort était de plusieurs niveaux : européen, national et local. En ce qui concerne l’échelon local, les demandes portaient sur le rythme de traitement des paiements du RDR3 et de l’instruction du RDR4.

Un plan de sortie de crise a été voté par l’assemblée plénière du 2 décembre 2024. Ce plan prévoit de donner les moyens et les ressources supplémentaires au service instructeur pour permettre le paiement de tous les dossiers du RDR3 avant la date limite du 30 juin 2025.

En parallèle, un pilotage précis et partagé avec la profession agricole et l’ASP a été mis en place en ce qui concerne la fin de gestion. À cet effet, des réunions mensuelles de suivi sont organisées par l’Autorité de gestion pour suivre le rythme de paiement et identifier les dossiers complexes ou qui présentent des particularités à anticiper pour permettre leur traitement dans les délais impartis.

Sur l’année 2025, les services instructeurs se sont fortement mobilisés pour payer les dossiers RDR 3. Les réunions mensuelles avec l’ASP se sont poursuivies sur l’année 2025 pour assurer une réactivité dans le traitement des dossiers qui pourraient s’avérer complexes. Une souplesse a également été accordée par

l'ASP en ce qui concerne la date limite de mise en paiement des dossiers.

Par ailleurs, dans un objectif d'accélération du rythme de paiement, la région a rétro-transféré des dossiers à l'Etat à plusieurs reprises sur l'année 2025 afin de permettre le paiement de l'ensemble des dossiers.

Une nouvelle mesure a été ouverte mi-2025, la M23 – Catastrophes naturelles, avec plus de 1000 agriculteurs accompagnés. Le dispositif a été déployé en quelques semaines et une équipe dédiée a été mobilisée pour instruire ce nouveau dispositif dans des délais très contraints.

2. Réunions du comité de suivi, du comité de programmation et des comités de pilotage des dispositifs agricoles et forestiers

Comité de suivi : Un comité de suivi a été organisé le 15 avril 2025 afin de modifier le PDR Bourgogne pour créer et permettre la mise en œuvre d'une nouvelle mesure, la M23 – Catastrophes naturelles.

Une consultation écrite a été lancée en 2025 du 13 au 24 juin portant sur le RAMO 2024.

Comités de pilotage thématiques

Pour les dispositifs agricoles et forestiers, des comités de pilotage ont été mis en place. Ils mobilisent tous les acteurs (chambres consulaires, syndicats, associations, services de l'Etat, collectivités...) concernés par la gestion des dispositifs et sont le lieu des discussions techniques sur l'orientation à donner aux dispositifs et le suivi de leur mise en œuvre y compris l'élaboration des grilles de sélection. Ils sont réunis régulièrement pour travailler sur les appels à projets et les conditions de mise en œuvre des dispositifs, notamment en amont du lancement des appels à projet.

Ces Comités ont cessé de se réunir au titre du RDR3 depuis 2023.

3. Modification du PDR

Une modification du PDR Bourgogne a été demandée en 2025 dans le cadre de la création d'une nouvelle mesure, la M23 – catastrophes naturelles.

4. Grilles de sélection :

Tous les dispositifs nécessitant une sélection ou priorisation bénéficient d'une grille de notation. Aucune modification de grille de sélection n'a été proposée en 2025 au titre du PDR Bourgogne.

5. Formation et information des acteurs de la gestion du programme

Information des services chargés de l'instruction des dossiers :

Des réunions régulières ont lieu avec les services chargés de l'instruction des dossiers. Ces réunions sont l'occasion pour l'autorité de gestion de présenter les actualités, nouveautés réglementaires et liées à l'outillage Osiris, procédures nouvelles, de mutualiser les questions posées par les services instructeurs et

d'harmoniser leurs pratiques.

Au-delà de ces points réguliers, de très nombreux échanges ont lieu tout au long de l'année, visant à informer les services instructeurs, à répondre à leurs questions et à les accompagner. A ce titre, des questions-réponses par type d'opération ou groupe de types d'opérations ont également été établis et diffusés régulièrement aux instructeurs.

En 2025, deux sessions dédiées aux nouveaux arrivants ont été organisées.

6. Développement des outils de gestion

OSIRIS est le logiciel de gestion et de paiement des dossiers FEADER hors SIGC. A ce titre, les dossiers financés par ce fonds sont gérés dans cet outil. Cet outil permet de :

- sécuriser l'instruction des dossiers en traçant toutes les étapes de la vie des dossiers et notamment les contrôles administratifs ;
- disposer en temps réel d'un accès aux informations permettant d'établir l'avancement financier du programme, ainsi qu'aux informations relatives aux indicateurs de réalisation.

OSIRIS est une application web de conception modulaire. L'ASP assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de cet outil. Cet outil existait déjà sur la programmation 2007-2013. Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau règlement de développement rural pour la période 2014-2020 (RDR3), de fortes évolutions ont été apportées à l'outil OSIRIS pour répondre aux nouvelles exigences de la décentralisation des programmes européens auprès des Régions. La Région rédige le descriptif détaillé de mise en œuvre pour chaque outil, pour la première implémentation des outils et pour toutes ses adaptations ultérieures. Sur la base du document transmis par la Région et validé par l'ASP, cette dernière réalise la mise en œuvre des outils de gestion.

En 2021, suite à la validation du PDR V9, 6 outils spécifiques ont été créés pour la mise en œuvre de la relance EURI. Par ailleurs, 3 outils ont été modifiés pour intégrer le plan de relance de l'Etat.

Ces outils développés en 2021 suite à la validation de la V9 du PDR sont à présent opérationnels en 2023.

Un nouvel outil Osiris a été déployé en 2025 afin d'instruire et payer les aides liées à la M23.

Concernant les aides du SIGC, elles sont instruites dans TéléPAC et l'outil ISIS depuis la réception de la demande d'aide jusqu'à l'ordonnancement de l'aide à payer. L'utilisation de systèmes d'information permet notamment de sécuriser la gestion des aides et d'autre part de développer des échanges dématérialisés entre les acteurs du circuit de gestion. L'ASP est maître d'ouvrage des systèmes d'information TéléPAC, ISIS. A ce titre, elle est responsable du développement et de la maintenance de ces systèmes.

7. Cofinancements

Des conventions financières signées par l'Autorité de Gestion et l'Organisme Payeur avec chaque cofinanceur définissent les montants disponibles et les modalités de mise à disposition de leurs fonds. La loi NOTRe qui modifie les compétences des collectivités territoriales et donc leurs possibilités de financement est réellement opérationnelle depuis 2017. Elle impacte certains dispositifs et a conduit à revoir leur

financement.

En 2020, des avenants aux conventions financières ont été réalisés afin d'intégrer la période de transition avec la prochaine programmation.

8. Définir et ajuster les procédures

Plan d'action

Courant 2012, les autorités françaises ont été alertées par la Commission sur la problématique des taux d'erreur élevés constatés dans la gestion des mesures hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC) du FEADER et ont été invitées, comme les autres Etats membres concernés, à produire un plan d'actions pour remédier à cette situation.

Conformément aux consignes de la Commission, ce plan d'actions a été construit sur la base de l'analyse des causes sous-jacentes d'erreurs et contient une description des mesures concrètes destinées à y remédier.

Le plan d'actions FEADER a été initié pendant la programmation 2007-2013 et se poursuit pour la programmation 2014-2020. Chaque année, les plans d'actions sont mis à jour en préparation de séminaires sur le taux d'erreur organisés par la Commission. L'objectif est d'assurer la poursuite pour la programmation 2014-2020 de la démarche initiée dans le cadre de la programmation précédente. Le ministère chargé de l'agriculture a sensibilisé les nouvelles autorités de gestion aux exigences en matière de sécurisation des paiements au travers des contrôles administratifs et sur place.

La convention tripartite signée entre l'autorité de gestion, l'ASP et l'Etat précise qu'« *afin de réduire le taux d'erreur FEADER, le MAAF élabore le plan d'actions en concertation avec les autorités de gestion et l'ASP. Le MAAF, les autorités de gestion et l'ASP mettent en oeuvre, chacun en ce qui les concerne, les mesures correctives mentionnées dans le plan d'actions.* »

Le plan d'action FEADER est décliné au niveau régional dans l'animation des dispositifs, via la conception des instructions : notes, supports d'instruction proprement dite...

COMOP HSIGC

La convention tripartite signée entre l'autorité de gestion, l'ASP et l'Etat précise l'organisation pour l'élaboration du principe de gestion commun aux autorités de gestion :

- « *Les instructions transversales nécessaires pour atteindre les objectifs fixés aux articles 58 du R(UE) n°1306/2013 et aux 1 et 3 de l'article 65 du R(UE) n°1305/2013 sont élaborées par le MAAF, l'ASP et les Régions puis validées par le comité technique transversal.*
- *Ce comité est composé des Régions, de l'ASP et de l'Etat. Il pourra se réunir en tant que de besoin en configuration plénière ou restreinte aux mesures du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) ou aux mesures, dites « hors SIGC ».*
- *Ce comité a vocation à aborder les aspects techniques permettant d'atteindre les objectifs des articles 58 R(UE) n°1306/2013, 65 et 66 du R(UE) n°1305/2013, sans préjudice de la responsabilité*

qui incombe à l'autorité de gestion conformément à l'article 66 du RUE) n°1306/2014.

- *La Région s'engage à appliquer ces instructions transversales et leurs mises à jour, à les décliner au niveau régional par types d'opération, en lien avec l'ASP et à en superviser la bonne application par les services instructeurs. »*

Ces instructions transversales mentionnées ci-dessus portent sur les modalités d'application des points de contrôles administratifs transversaux définis dans les règlements de l'Union européenne.

- Il convient de souligner ici qu'une note nationale relative à la fin de gestion a été adoptée par le COMOP HSI GC en 2024. Cette note a été déclinée en Région BourgogneFranche-Comté et a fait l'objet d'un webinaire de présentation. Cette note rappelle les dates clés de la fin de gestion, recense les bonnes pratiques pour une fin de gestion maîtrisée et donne des indications opérationnelles quant au traitement des dossiers pour lesquels les délais de réalisation ne seraient pas compatibles avec les dates de fin de gestion.
- La région BourgogneFranche-Comté a diffusé une version actualisée de la note « visites sur place » afin de permettre le recours à des moyens alternatifs pour vérifier la réalisation des investissements soutenus. Cette note a pour objectif de permettre l'accélération des paiements des dossiers tout en garantissant un niveau de contrôle compatible avec le respect du corpus réglementaire applicable au FEADER.
-

En 2025 la région a diffusé une note relative à la fin de gestion RDR 3

9. Options de coûts simplifiés

Pas d'actualité récente.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Dotation financière totale du PDR [Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	816 959 888,00	73,64	72,21

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Dotation financière totale du PDR [Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	816 959 888,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	816 959 888,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Le réseau rural régional n'a plus d'existence en 2025.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Aucune action n'a été conduite en 2025 car le réseau rural régional n'existe plus.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Les actions de communication initiées en 2025 s'articulent autour des axes définis dans la stratégie de communication 2014-2020 pour les fonds européens :

Axe 1 : faire connaître les programmes auprès des porteurs potentiels afin de faire émerger des projets,

Axe 2 : valoriser auprès du public, l'intervention des fonds européens dans la réalisation des projets territoriaux.

Les actions de communication sont orientées en direction de 4 publics cibles :

- Le grand public,
- Les relais : partenaires et presse,
- Les bénéficiaires,
- Les bénéficiaires potentiels.

Actions d'information :

Le site internet est l'outil principal de l'autorité de gestion de promotion des FESI en Bourgogne-Franche-Comté. Le site www.europe-bfc.eu.fr a fait l'objet d'une refonte complète avec l'objectif d'améliorer l'accessibilité aux appels à projets et dispositifs disponibles en Bourgogne-Franche-Comté. L'arborescence, la page d'accueil, le moteur de recherche ou encore l'organisation des documents utiles ont été conçus dans une démarche « usager » afin de faciliter l'accès à l'ensemble des informations utiles. Le nouveau site a été lancé en janvier 2025.

Le site internet est également utilisé pour mettre à disposition des partenaires les documents utiles dans le cadre des comités de programmation et comités de suivi.

L'autorité de gestion communique également grâce à une lettre d'information. Les « Brèves européennes » ont été diffusées à 3 reprises en 2025. Cette newsletter permet d'informer les bénéficiaires potentiels des appels à projets en cours et de mettre en lumière les réalisations des programmes. Chaque newsletter est diffusée à près de 1 700 contacts et bénéficie d'un taux d'ouverture entre 43 et 49 %.

Pour l'année 2025, 152 articles de presse mentionnant le FEADER en Bourgogne-Franche-Comté ont été recensés, principalement dans la presse quotidienne régionale.

Actions de valorisation :

L'autorité de gestion utilise le site www.europe-bfc.eu pour mettre en valeur les projets soutenus par les fonds européens en Bourgogne-Franche-Comté.

L'autorité de gestion était présente au « Village de l'Europe », manifestation organisée en mai par la ville de Dijon dans le cadre du Printemps de l'Europe. Un questionnaire était proposé pour « tester ses connaissances sur l'action de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté ». Proposé également au format numérique, ce jeu a permis de faire découvrir aux jeunes publics des projets soutenus par l'Union européenne.

Par ailleurs, l'autorité de gestion a réalisé 5 vidéos dédiées aux projets soutenus par le FEADER. Ces vidéos sont disponibles sur le site dédié et sur la chaîne youtube de l'autorité de gestion. Depuis leur mise en ligne, elles ont fait l'objet de plus de 2 400 vues.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Non
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	-
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Non
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2025			0,77	82,55	0,93
		2014-2024			0,55	58,96	
		2014-2023			0,48	51,46	
		2014-2022			0,34	36,45	
		2014-2021			0,25	26,80	
		2014-2020			0,26	27,87	
		2014-2019			0,13	13,94	
		2014-2018			0,06	6,43	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2025			55,00	161,76	34,00
		2014-2024			43,00	126,47	
		2014-2023			25,00	73,53	
		2014-2022			22,00	64,71	
		2014-2021			21,00	61,76	
		2014-2020			18,00	52,94	
		2014-2019			14,00	41,18	
		2014-2018			9,00	26,47	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2025			4 471,00	47,44	9 424,00
		2014-2024			4 111,00	43,62	
		2014-2023			3 772,00	40,03	
		2014-2022			2 426,00	25,74	
		2014-2021					
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2025	25,49	97,24	25,49	97,24	26,21
		2014-2024	26,90	102,62	22,42	85,53	
		2014-2023	26,96	102,85	18,79	71,68	
		2014-2022	26,67	101,75	17,69	67,49	
		2014-2021	21,36	81,49	13,96	53,26	
		2014-2020	19,12	72,94	10,69	40,78	
		2014-2019	14,01	53,45	8,49	32,39	
		2014-2018	12,08	46,08	6,05	23,08	
		2014-2017	9,36	35,71	2,88	10,99	
		2014-2016	4,72	18,01	0,84	3,20	
		2014-2015	3,46	13,20	0,35	1,34	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	151 334 243,78	92,71	131 698 183,89	80,68	163 227 268,17
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	2 262 836,80	71,75	2 244 858,21	71,18	3 153 777,00
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			1 328 986,14	61,36	2 166 037,00
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2025			4 471,00	47,44	9 424,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 121 961,54	95,64	1 030 410,13	87,83	1 173 136,00
M02.1	O13 - Nombre de bénéficiaires conseillés	2014-2025			90,00	1,43	6 300,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	124 102 643,96	94,07	123 402 900,82	93,54	131 920 355,17
M04	O2 - Total des investissements	2014-2025			277 013 371,30	89,41	309 810 742,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			123 402 900,82	93,54	131 920 355,17
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2025			5 182,00	97,24	5 329,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	5 077 351,48	90,83	5 020 014,73	89,80	5 590 000,00
M23	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	18 769 450,00	87,75			21 390 000,00
M23	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2025					930,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2025	14,40	156,55	14,40	156,55	9,20
		2014-2024	14,47	157,31	7,59	82,52	
		2014-2023	13,49	146,66	6,26	68,06	
		2014-2022	12,91	140,35	6,12	66,53	
		2014-2021	11,41	124,05	4,91	53,38	
		2014-2020	10,39	112,96	3,47	37,72	
		2014-2019	9,14	99,37	1,82	19,79	
		2014-2018	9,02	98,06	1,69	18,37	
		2014-2017	5,97	64,90	1,31	14,24	
		2014-2016	4,74	51,53	1,28	13,92	
		2014-2015	2,05	22,29	1,00	10,87	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	69 026 487,51	97,79	67 944 471,36	96,26	70 586 290,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	69 026 487,51	97,79	67 944 471,36	96,26	70 586 290,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2025			891 383 815,07	1 262,83	70 586 290,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			67 944 471,36	96,26	70 586 290,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2025			2 927,00	156,52	1 870,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
3A	Montant des investissements bénéficiant d'une aide à la transformation / commercialisation à la ferme et d'une aide aux investissements dans les IAA (euros)	2014-2025			67 457 740,46	72,14	93 503 634,00
		2014-2024			44 682 861,86	47,79	
		2014-2023			34 686 220,08	37,10	
		2014-2022			22 340 015,53	23,89	
		2014-2021			14 501 714,83	15,51	
		2014-2020			11 223 590,12	12,00	
		2014-2019			5 004 464,05	5,35	
		2014-2018			4 978 739,79	5,32	
		2014-2017			1 256 673,21	1,34	
		2014-2016					
		2014-2015			77 716,00	0,08	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	28 802 862,55	89,13	28 132 960,70	87,05	32 316 939,83
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	28 802 862,55	89,13	28 132 960,70	87,05	32 316 939,83
M04	O2 - Total des investissements	2014-2025			70 464 505,88	80,65	87 368 798,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			396,00	104,21	380,00
M04.2							

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
		2014-2024			0,03	150,68	
		2014-2023			0,02	100,46	
		2014-2022			0,01	50,23	
		2014-2021			0,01	50,23	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
		2014-2024			0,03	150,68	
		2014-2023			0,02	100,46	
		2014-2022			0,01	50,23	
		2014-2021			0,01	50,23	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2025			0,05	251,14	0,02
		2014-2024			0,03	150,68	
		2014-2023			0,02	100,46	
		2014-2022			0,01	50,23	
		2014-2021			0,01	50,23	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4D)	2014-2025			3,13	150,84	2,08
		2014-2024			3,10	149,39	
		2014-2023			3,06	147,46	

	prioritaire 4C)	2014-2022			2,90	139,75	
		2014-2021			2,53	121,92	
		2014-2020			1,84	88,67	
		2014-2019			1,82	87,71	
		2014-2018			1,08	52,05	
		2014-2017			0,74	35,66	
		2014-2016			0,84	40,48	
		2014-2015			0,84	40,48	
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2025			3,61	86,16	4,19
		2014-2024			3,59	85,68	
		2014-2023			3,55	84,72	
		2014-2022			3,38	80,67	
		2014-2021			3,00	71,60	
		2014-2020			2,20	52,51	
		2014-2019			2,15	51,31	
		2014-2018			1,35	32,22	
		2014-2017			0,88	21,00	
		2014-2016			0,74	17,66	
		2014-2015			0,74	17,66	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2025			11,62	241,41	4,81
		2014-2024			11,58	240,57	
		2014-2023			11,54	239,74	
		2014-2022			11,27	234,13	
		2014-2021			10,08	209,41	
		2014-2020			9,03	187,60	
		2014-2019			8,73	181,37	
		2014-2018			7,69	159,76	
		2014-2017			6,23	129,43	
		2014-2016			0,84	17,45	
		2014-2015			19,58	406,77	
	Nombre de contrats Natura 2000 forestiers signés (sous-mesure 7.6) (nombre de contrats)	2014-2025					50,00
		2014-2024					
		2014-2023					
		2014-2022					
		2014-2021					
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					

		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	810 744 092,55	104,51	806 084 433,35	103,91	775 740 965,05
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	7 799 736,86	81,39	7 462 156,60	77,87	9 583 186,79
M04	O2 - Total des investissements	2014-2025			9 837 707,72	70,24	14 005 512,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			148,00	74,00	200,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	12 926 170,11	88,85	12 620 592,48	86,75	14 547 593,92
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			8,00	80,00	10,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	134 611 345,46	98,95	130 594 844,15	96,00	136 041 366,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			5 680,76	4,65	122 094,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	159 306 765,35	133,50	159 306 765,35	133,50	119 334 064,67
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			37 335,74	32,47	115 000,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			4,05	0,01	76 000,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025					26 667,00
M12.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025					40,00
M12.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025					40,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	496 100 074,77	99,98	496 100 074,77	99,98	496 208 086,67
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			0,00	0,00	36 560,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			0,00	0,00	173 282,00
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2025			67,12	0,03	249 972,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2025	48 185 936,64	66,13	48 185 936,64	66,13	72 867 984,00
		2014-2024	51 669 334,27	70,91	44 633 165,10	61,25	
		2014-2023	53 360 633,81	73,23	38 709 917,53	53,12	
		2014-2022	50 319 281,30	69,06	34 659 358,04	47,56	
		2014-2021	43 443 768,64	59,62	29 254 500,97	40,15	
		2014-2020	39 184 879,77	53,78	23 061 976,08	31,65	
		2014-2019	25 628 190,15	35,17	20 533 344,10	28,18	
		2014-2018	22 471 057,58	30,84	15 956 812,56	21,90	
		2014-2017	17 826 604,11	24,46	6 938 100,39	9,52	
		2014-2016	15 002 776,62	20,59	1 606 791,93	2,21	
		2014-2015	4 506 352,72	6,18	999 919,39	1,37	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	21 848 804,48	84,90	21 835 663,80	84,85	25 735 426,40
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	16 293 396,33	82,59	16 291 734,10	82,58	19 727 282,06
M04	O2 - Total des investissements	2014-2025			23 078 246,75	67,60	34 140 651,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			369,00	101,65	363,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	4 976 508,17	93,38	4 966 745,97	93,20	5 329 394,34
M08	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025					166,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			4 966 745,97	93,20	5 329 394,34
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2025			25 107 689,89	69,14	36 316 486,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	578 899,98	85,29	577 183,73	85,04	678 750,00

Domaine prioritaire 5D							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
5D	Nombre de projets de méthanisation (sous-mesure 6.4) (Nombre de projets)	2014-2025					12,00
		2014-2024					
		2014-2023					
		2014-2022					
		2014-2021					
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2025			6,00	100,00	6,00
		2014-2024			5,00	83,33	
		2014-2023			5,00	83,33	
		2014-2022			2,00	33,33	
		2014-2021			2,00	33,33	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 726 957,81	74,71	1 346 606,06	58,26	2 311 567,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	532 911,30	58,81	340 957,91	37,63	906 162,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2025			2 020 470,37	89,19	2 265 405,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2025			3,00	27,27	11,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	1 194 046,51	84,96	1 005 648,15	71,56	1 405 405,00
M07.1 M07.2 M07.3 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			6,00	35,29	17,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			52,00	130,00	40,00
		2014-2024			47,00	117,50	
		2014-2023			21,00	52,50	
		2014-2022			6,60	16,50	
		2014-2021			3,00	7,50	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			51,44	80,88	63,60
		2014-2024			46,65	73,35	
		2014-2023			13,33	20,96	
		2014-2022			7,95	12,50	
		2014-2021			3,41	5,36	
		2014-2020			3,08	4,84	
		2014-2019			2,97	4,67	
		2014-2018			2,97	4,67	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2025			62,78	115,72	54,25
		2014-2024			62,78	115,72	
		2014-2023			62,78	115,72	
		2014-2022			62,78	115,72	
		2014-2021			62,78	115,72	
		2014-2020			62,78	115,72	
		2014-2019			62,78	115,72	
		2014-2018			62,78	115,72	
		2014-2017			62,78	115,72	
		2014-2016			62,78	115,72	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	113 143 457,85	147,25	102 223 069,79	133,03	76 839 851,00

M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	27 536 949,08	100,04	25 400 244,72	92,28	27 525 792,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2025			2 142 198,00	28,56	7 499 789,00
M07.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			22,00	64,71	34,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			55,00	79,71	69,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2025			7,00	23,33	30,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	283 672,24	61,72	281 683,24	61,28	459 637,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025	85 322 836,53	174,65	76 541 141,83	156,67	48 854 422,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2025			1 033 805,00	115,72	893 333,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2025			14,00	116,67	12,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			88 054,38	44,87	196 250,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			68 973 462,17	173,36	39 785 803,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			41 487,10	11,06	375 000,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2025			7 438 138,18	87,53	8 497 369,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP026	Annexe financière (systèmes)	15-04-2026			2479169397	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP026_fr.pdf		

